

hension, toute stalinienne, du caractère éminemment international de « l'édification socialiste ». Enfermé dans le cadre de son « socialisme yougoslave », il se place dans une situation intolérable: en affirmant à plusieurs reprises la victoire et la consolidation des « rapports socialistes » en Yougoslavie, il déduit naturellement avec une certaine logique la nécessité d'un dépérissement accéléré de l'Etat et du Parti, ce qui lui permet aussi d'éliminer le rôle encore dirigeant de la classe ouvrière et du parti révolutionnaire, dans le processus à peine commencé de transformation socialiste de la société yougoslave.

Il est obligé d'autre part de ne voir le « bureaucratisme » et « la bureaucratie » qu'en tant que système des mœurs, de la mentalité, des procédés, plus spécialement localisé dans le parti dirigeant.

Dans ces conditions l'épanouissement de « la démocratie » qu'il préconise peut effectivement apparaître comme le remède efficace à ces tendances dangereuses. Mais toutes ces questions apparaissent naturellement tout autres dès qu'on se place dans la réalité yougoslave qui est loin, très loin d'avoir consolidé « des rapports sociaux socialistes ».

Ses adversaires, lors du Plenum du Comité Central de l'ex-P.C.Y., qui s'est tenu les 16 et 17 janvier 1954, ont eu la tâche relativement facile de démontrer la fausseté grossière des prémisses matérielles économiques et sociales — l'état réel de la société yougoslave — d'où partent les extrapolations politiques de Djilas sur le « dépérissement » et « la démocratie ».

L'argumentation de Djilas, dépourvue d'un fondement matériel solide, se transforme comme l'a bien remarqué E. Kardelj (2) en une divagation idéaliste qui ne peut refléter — indépendamment des intentions conscientes de Djilas — que la pression des couches sociales hostiles au prolétariat, en l'occurrence ces vastes masses petites bourgeoises, paysannes et citadines, à tradition bourgeoise libérale, qui forment toujours l'écrasante majorité de la société yougoslave.

Car cette pression existe et augmente même dans la mesure où les forces socialistes proprement dites du pays, à cause de leur limitation dans un cadre national économiquement très faible, n'arrivent pas à se développer harmonieusement et à dominer les forces économiques et sociales adverses.

Comment pourraient se manifester politiquement ces pressions sociales, de classe, dans les conditions de la dictature du prolétariat avec un seul parti monopolisant le pouvoir ? Naturellement à travers ce parti, d'une manière quelconque. Plus le parti unique au pouvoir est « monolithique », copié sur le mo-

dèle stalinien, plus les pressions transmises par la société environnante, dans laquelle la lutte des classes continue, se refléteront de manière déformée, et seront susceptibles de maintenir dans son sein une atmosphère de malaise, de tension, de crise perpétuelle, et de favoriser le fractionnisme, tous maux dont aucune discipline bureaucratique n'est jamais venue à bout.

Par contre plus le parti est démocratique, plus il ressemble disons à cet exemple jusqu'ici unique du Parti bolchevik au temps de Lénine, plus ces pressions inévitables venant de l'extérieur ont des chances de s'exprimer en termes politiques clairs, et de trouver une solution à travers la libre discussion facilitée par la tolérance des groupements, des tendances temporaires, qui pourront rendre sans objet des fractions organisées, secrètes et permanentes.

Djilas fut en réalité obligé, sans l'avoir voulu consciemment au moins dès le début, à poser la question de l'autorisation des tendances dans le parti et même celle de l'éventualité d'autres partis « socialistes » à côté de celui qui est au pouvoir.

Bien que le fond de son argumentation reflète incontestablement des pressions sociales antiprolétariennes, il a soulevé là des problèmes réels et de plus en plus actuels qui se dégagent de toute l'expérience non livresque mais concrète, déduite aussi bien de l'U.R.S.S. que des autres Etats anticapitalistes.

La question de la démocratie prolétarienne dans le cadre de la dictature de classe du prolétariat contre les classes ex-dominantes politiquement et économiquement expropriées, est partout de nouveau à l'ordre du jour : elle doit être résolue et elle le sera sur la base de données concrètes nouvelles.

E. Kardelj, principal rapporteur contre Djilas dans le Plenum du Comité central de janvier 1954, lui reproche directement d'avoir eu implicitement dans ses écrits — et même explicitement dans les propos tenus à Kardelj — de telles idées. Selon Kardelj la « thèse fondamentale » de Djilas, d'après laquelle « les forces démocratiques socialistes supérieures doivent constamment refouler les forces démocratiques socialistes inférieures » s'arrête juste « avant la dernière conclusion qu'il aurait dû faire — qu'il a faite peut-être, mais qu'il n'a pas écrite : que nous devons permettre la formation du système de partis multiples » (3).

Le même Kardelj relate plus loin que, dans une conversation privée avec Djilas, ce dernier a présenté entre autres « les thèses suivantes : Que chez nous (en Yougoslavie), que nous le voulions ou non, se formait déjà une « gauche » socialiste ; qu'on ne pouvait exclure la

(2) « Questions actuelles du Socialisme », no 22, janvier-février 1954, Paris.

(3) Ibid., page 44.